

La motivation de la sentence arbitrale / The grounds of the arbitration award

*Wissam Mghazli – Managing Partner / co-head Arbitration Practice
Ezzine Andoulsi – Associate*

[English Bellow]

Le 30 novembre 2023, le Journal du Dimanche faisait état d'une réalité inquiétante : la moitié des Français n'aurait plus confiance dans la Justice¹.

Cinq jours plus tard, le 5 décembre 2023, la cour d'appel de Paris rendait une décision qui traitait notamment de la motivation des sentences arbitrales internationales² et doit, selon nous, être interprétée comme une véritable manifestation de la confiance accordée par les juridictions étatiques françaises aux tribunaux arbitraux, de quoi permettre aux justiciables d'accroître, espérons-le, sa confiance dans la justice... arbitrale.

L'exigence de motivation des sentences arbitrales est prévue par l'article 1482 du Code de procédure civile — applicable tant à l'arbitrage interne qu'à l'arbitrage international par renvoi de l'article 1506 du même code — qui dispose que :

« La sentence arbitrale expose succinctement les prétentions respectives des parties et leurs moyens.

Elle est motivée. »

La question qui se pose immédiatement est celle de l'éventuelle sanction attachée à cette exigence de

¹ La moitié des Français ne font pas confiance à la justice, selon un sondage – Le Journal du Dimanche, 30 novembre 2023

² Paris, 5 décembre 2023, n°22/11002

motivation.

A cet égard, en matière d'arbitrage interne, l'obligation de motivation de la sentence est prescrite à peine de nullité de celle-ci aux termes de l'article 1483 du Code de procédure civile :

*« Les dispositions de l'article 1480, celles de l'article 1481 relatives au nom des arbitres et à la date de la sentence et **celles de l'article 1482 concernant la motivation de la sentence sont prescrites à peine de nullité de celle-ci.** »*

Toutefois, l'omission ou l'inexactitude d'une mention destinée à établir la régularité de la sentence ne peut entraîner la nullité de celle-ci s'il est établi, par les pièces de la procédure ou par tout autre moyen, que les prescriptions légales ont été, en fait, observées » (soulignement et surlignement ajoutés).

Si, dans son arrêt du 5 décembre 2023, la cour d'appel de Paris rappelle à ce titre que « *l'exigence de motivation des décisions de justice est un élément du droit à procès équitable* », le deuxième alinéa de l'article 1483 du Code de procédure civile ouvre tout de même la voie à une certaine souplesse quant à l'appréciation du respect de l'obligation de motivation puisqu'une analyse *in concreto* de la procédure arbitrale permettra de « sauver » la régularité de la sentence arbitrale.

Toutefois, l'article 1483 n'étant pas applicable par renvoi à l'arbitrage international, c'est la jurisprudence qui traite de la question de la portée de l'obligation de motivation d'une sentence arbitrale lorsqu'elle est internationale.



C'est précisément sur la portée de cette obligation de motivation que la cour d'appel de Paris a eu l'occasion de se prononcer dans l'affaire Raiya Group et son arrêt du 5 décembre 2023, qui opposait la société de droit irakien Raiya Group à la société des Iles Vierges Britanniques Crest Foods International Ltd (ci-après « **Crest Foods** ») au titre de l'exécution d'un accord de développement régional pour l'ouverture de cafés exploitant les marques Nestlé et Toll House en Irak.

Dans cette affaire, la société Raiya Group, demanderesse au recours en annulation à l'encontre de la sentence arbitrale internationale rendue à Paris sous l'égide la CCI, a soulevé un argument qui mérite une attention particulière.

En effet, elle soutenait que, en ne tenant pas compte de l'ordre des demandes eu égard à la qualité des parties et précisément en examinant les demandes reconventionnelles de Crest Foods avant ses propres prétentions en qualité de partie demanderesse à l'instance arbitrale, le tribunal arbitral n'aurait pas respecté sa mission et aurait violé le principe de la contradiction.

Dans le détail, la société Raiya Group faisait valoir les arguments suivants :

- Crest Foods avait la qualité de défenderesse à la procédure arbitrale et a formulé des demandes reconventionnelles que le tribunal a examinées avant les demandes principales dont il était saisi ;

- il a, ce faisant, dénaturé la structure du litige et les qualités que chaque partie avait dans la procédure arbitrale, en violation du règlement d'arbitrage CCI et de la volonté des parties, exprimée notamment dans l'acte de mission ;
- cette attitude a conduit le tribunal arbitral à privilégié le point de vue de Crest Foods au détriment de celui de Raiya Group qu'il traite comme un dérivé de celui-ci et subordonnée à celle-là ;
- ce renversement n'a jamais été abordé par le tribunal arbitral et la sentence ne contient aucune explication à ce sujet.

Ce à quoi la cour d'appel de Paris a répondu que « *s'il résulte des dispositions combinées des articles 1482 et 1506 du code de procédure civile que la sentence arbitrale internationale doit être motivée, à moins que les parties en soient convenues autrement, aucun principe du droit français de l'arbitrage n'impose une quelconque exigence quant à la forme requise pour cette motivation ou quant à l'ordre d'examen par le tribunal arbitral des demandes qui lui sont soumises, les arbitres n'étant pas tenus de soumettre à la discussion des parties l'ordre dans lequel ils entendent statuer sur ces demandes* » (soulignement et surlignement ajoutés).

Ce raisonnement appelle plusieurs remarques.

À titre liminaire, il énonce qu'en arbitrage international l'obligation de motivation n'est pas exclue du champ des négociations et de la matière sur lesquelles les parties peuvent contracter. Ceci ne manque pas de rappeler que l'arbitrage est avant tout un mode consensuel de règlement des différends et que c'est là une caractéristique essentielle de l'arbitrage.

Ensuite, il donne l'occasion de rappeler que l'arbitrage international est parfois soumis à un régime moins contraignant que l'arbitrage interne.

S'agissant précisément de l'exigence de motivation, la sanction de nullité prévue en arbitrage interne aux termes de l'article 1483 du Code de procédure civile n'est pas reprise en arbitrage international, et ce, alors même que l'obligation de motivation de la sentence arbitrale interne n'est pas, au même titre que la sentence arbitrale internationale, soumise à une exigence de forme³.

Un autre exemple de la relative souplesse accordée à l'arbitrage international par rapport à l'arbitrage interne est celui afférent à la forme de la convention d'arbitrage entre arbitrage interne et arbitrage international.

En effet, si, en arbitrage interne la convention d'arbitrage doit être écrite, aucun formalisme n'est en revanche exigé pour la convention d'arbitrage en matière d'arbitrage international.

Il faut donc se réjouir de cette cohérence qui accorde, au moins en théorie, une certaine souplesse en matière d'arbitrage international dans la mesure où il s'agit de procédures qui mettent en jeu les intérêts du commerce international, lequel requiert, pour qu'il se développe, un environnement légal favorable, c'est-à-dire souple.

³ Cass. 2e civ., 25 mars 1999, n°97-15.679

En outre, cette décision induit que le tribunal arbitral est libre de raisonner dans un ordre qu'il aura jugé utile et pertinent, ce qui, encore une fois, rappelle un principe cardinal de l'arbitrage qui n'est autre que la nature juridictionnelle de la mission confiée aux arbitres.

En effet, il est possible de voir dans ce rejet de l'argument tiré de la méconnaissance de la mission du tribunal arbitral, non seulement une confirmation de la confiance accordée par le droit français à l'arbitrage et aux tribunaux arbitraux mais aussi une reconnaissance du caractère juridictionnel de leur mission, lequel implique que le tribunal arbitral tranche les contestations dont il est saisi et que, pour ce faire, il adopte un raisonnement qui ne lui est pas imposé.

Certes, le fait que la cour d'appel de Paris entende ne pas s'ingérer dans le cheminement intellectuel mené par le tribunal arbitral nous semble souhaitable dans la mesure où les recours ne sont pas l'occasion d'une révision au fond de la sentence et doivent être examinés dans les limites des motifs de recours prévus par le Code de procédure civile.

Toutefois, il est singulier de constater que la cour d'appel de Paris affirme qu'il n'existe aucun principe en droit français de l'arbitrage qui imposerait au tribunal arbitral un ordre d'examen des demandes dont il est saisi, ce qui se distingue de ce qu'a pu retenir la jurisprudence française en matière de contentieux judiciaire⁴ où elle consacre l'obligation de statuer selon l'ordre fixé par les demandes des parties en présence, par exemple, d'une demande à titre principal et d'une demande à titre subsidiaire.

Ce faisant, la cour d'appel de Paris rappelle fermement que le contentieux judiciaire et l'arbitrage sont deux matières distinctes et que l'arbitrage est régi par ses propres règles matérielles, ce qui peut être interprété comme la preuve d'une réelle confiance en l'arbitrage et la volonté de créer un environnement légal favorable à son développement en France.

En définitive, si, certes, l'obligation de motivation des sentences arbitrales doit être défendue sans réserve, en ce qu'elle évite la reddition de décisions arbitraires et, dans le même temps, permet aux parties de comprendre la décision rendue, elle est inhérente au caractère juridictionnel de la mission de l'arbitre laquelle implique, selon la cour d'appel de Paris, que ce dernier puisse disposer d'une réelle liberté intellectuelle à tel point de ne pas devoir être contrôlé sur l'ordre d'examen des demandes au titre du principe de la contradiction et du respect de la mission de l'arbitre.



Le cabinet Komon Avocats et son équipe d'arbitrage international restent naturellement à la disposition des lecteurs pour des précisions complémentaires et échanger sur ces sujets utiles aux praticiens de la discipline.

⁴ Cour de cassation, Chambre civile 1, 28 juin 2023, n°23-70.003 ; Cour de cassation, Chambre sociale, 14 octobre 2020, n°19-10.376



On 30 November 2023, the French newspaper *Le Journal du Dimanche* reported a disturbing fact: half of French citizens no longer trust the justice system.

Five days later, on 5 December 2023, the Paris Court of Appeal rendered a decision that dealt specifically with the obligation to state reasons for international arbitral awards. In our view, this decision should be interpreted as a genuine expression of the confidence placed in arbitral tribunals by the French Courts, which will hopefully enable litigants to boost their confidence in the justice of... arbitration.

The requirement for arbitral awards to state the reasons on which they are based is laid down in article 1482 of the French Code of Civil Procedure - applicable to both domestic and international arbitration by reference to article 1506 of the same Code - which provides that:

"The arbitral award shall succinctly set out the respective claims of the parties and their arguments.

It shall state the reasons on which it is based" (free translation).

The question that immediately arises is what sanction, if any, should be attached to this obligation to state reasons for the award. In this respect, in domestic arbitration, the said obligation is imposed by article 1483 of the Code of Civil Procedure, failing which the award is null and void:

*"The provisions of article 1480, those of article 1481 concerning the names of the arbitrators and the date of the award, **and those of article 1482 concerning the statement of reasons for the award are prescribed on pain of nullity of the award.***

However, the omission or inaccuracy of a statement intended to establish the regularity of the award shall not render it null and void if it is established, by the pleadings or by any other means, that the legal requirements have in fact been complied with" (underlining and emphasis added to a free translation).

In its ruling of 5 December 2023, the Paris Court of Appeal reiterated that "*the obligation that reasons be given for judicial decisions is an element of the right to a fair trial*". However, the second paragraph of Article 1483 of the French Code of Civil Procedure paves the way to a kind of flexibility in assessing compliance with the said obligation, since an *in concreto* analysis of the arbitration proceedings will make it possible to "save" the regularity of the arbitral award.



It was precisely on the scope of the obligation to state reasons that the Paris Court of Appeal had the opportunity to rule in the Raiya Group case and its ruling of 5 December 2023, which pitted the Iraqi company Raiya Group against the British Virgin Islands company Crest Foods International Ltd (hereafter "**Crest Foods**") related to the execution of a regional development agreement for the opening of cafés operating the Nestlé and Toll House brands in Iraq.

In this case, Raiya Group, the claimant in the action for annulment of the international arbitration award rendered in Paris under the aegis of the ICC, raised an argument that deserves a particular attention.

Raiya Group argued that, by disregarding the order of claims in relation to the status of the parties, and specifically by examining Crest Foods' counterclaims before its own claims, the arbitral tribunal had failed to comply with its terms of reference and had violated the principle of contradiction.

In detail, Raiya Group raised the following arguments:

- Crest Foods was a defendant in the arbitration proceedings and formulated counterclaims which the tribunal examined prior to the main claims before it;
- in doing so, it distorted the structure of the dispute and the status of the parties in the arbitration proceedings, in violation of the ICC Rules of Arbitration and the parties' will as expressed notably in the Terms of Reference;
- this attitude led the arbitral tribunal to favour the point of view of Crest Foods to the detriment of that of Raiya Group, which it treated as a derivative of the latter and subordinate to it;
- this reversal was never addressed by the arbitral tribunal, and the award contains no explanation of it.

In response, the Paris Court of Appeal stated that "*if it follows from the combined provisions of articles 1482 and 1506 of the French Code of Civil Procedure that an international arbitration award must state the reasons on which it is based, unless the parties have agreed otherwise, **no principle of French arbitration law imposes any requirement as to the form in which such reasons must be given, or as to the order in which the arbitral tribunal examines the claims submitted to it, since arbitrators are not required to submit for discussion by the parties the order in which they intend to rule on these claims***" (underlining and emphasis added).

This reasoning calls for several comments.

To begin with, it states that in international arbitration, the obligation to state reasons is not excluded from the scope of negotiations and matters on which the parties may have a deal. This is a reminder that arbitration is first and foremost a consensual method of dispute settlement, and that this is an essential feature of arbitration.

Secondly, it gives the chance to point out that international arbitration is sometimes subject to a less restrictive regime than domestic arbitration.

With regard to the obligation to state reasons, the sanction of nullity provided for in domestic arbitration

under article 1483 of the French Code of Civil Procedure is not applied in international arbitration, even though the said obligation for domestic arbitration awards is not subject to a formal requirement in the same way as for international arbitration awards.

Another example of the relative flexibility granted to international arbitration compared to domestic arbitration is the one relating to the form of the arbitration agreement.

Indeed, when it comes to domestic arbitration, the arbitration agreement must be in writing while no formal requirements exists for the arbitration agreement in international arbitration.

We welcome this consistency, as it allows, at least in theory, a degree of flexibility in international arbitration, insofar as international trade interests are at stake in these proceedings, which requires a favorable, *i.e.* flexible, legal environment for its development.

Furthermore, this decision implies that the arbitral tribunal is free to reason in any order it deems useful and relevant, which once again recalls a key principle of arbitration, namely the judicial nature of the mission entrusted to arbitrators.

Indeed, this rejection of the argument that the arbitral tribunal's mission had been disregarded may be seen not only as confirmation of the trust placed by French law in arbitration and arbitral tribunals, but also as recognition of the judicial nature of their mission, which implies that the arbitral tribunal must settle the disputes referred to it and that, to do so, it must conduct a reasoning that is not imposed.

Admittedly, the fact that the Paris Court of Appeal intends not to interfere with the arbitral tribunal's intellectual process seems desirable to us, insofar as appeals are not an opportunity to review the award on the merits and must be examined within the limits of the grounds for appeal laid down in the French Code of Civil Procedure.

However, it is interesting to note that the Paris Court of Appeal asserts that there is no principle in French arbitration law that would require the arbitral tribunal to examine the claims submitted to it in a particular order. In fact, this is in contrast to French case law on state-court litigation which institutes the obligation to rule according to the order determined by the parties' claims, in the presence, for example, of a principal claim and an alternative claim.

Therefore, the Paris Court of Appeal clearly reiterates that litigation and arbitration are two distinct matters, and that arbitration is governed by its own substantive rules, which can be interpreted as evidence of genuine confidence in arbitration and a desire to create a legal environment conducive to its development in France.

Eventually, while the obligation to state reasons for arbitration awards must be unconditionally defended, in that it avoids arbitrary decisions and, at the same time, enables the parties to understand the decision rendered, it is inherent to the judicial nature of the arbitrator's mission which implies, according to the Paris Court of Appeal, that the arbitrators reason freely, to such an extent that there is no need to control the order in which claims are examined in order to comply with their mission and the principle of contradiction.



Komon Avocats and its international arbitration team remain available to provide readers with further details and discuss these issues with arbitration practitioners.

Contact

8, rue de l'Arcade 75008 Paris

contact@komon-avocats.fr

www.komon-avocats.fr

